

Article 31 du Règlement

Les familles des régions rurales manquent de garderies accessibles offrant des horaires flexibles et des prix abordables ainsi que de services de lutte contre le stress. Les femmes battues ne peuvent se réfugier nulle part.

La situation financière des agriculteurs a augmenté le recours aux services d'assistance sociale, ce qui a imposé des contraintes encore plus fortes sur les services fournis actuellement qui sont insuffisants. Pourtant, le gouvernement conservateur et les libéraux avant eux ne se sont pas souciés des besoins urgents des femmes des régions rurales.

En fait, le dernier budget fédéral diminue l'aide financière accordé aux maisons de transition, aux services visant à conseiller les femmes battues, aux garderies, à l'enseignement et l'assurance-maladie. Ces réductions se produisent au moment où les femmes des régions rurales ont le plus besoin de ces services.

• (1110)

Je demande au gouvernement d'assurer un financement suffisant et stable pour que les femmes des régions rurales et leurs familles reçoivent l'aide dont elles ont besoin. J'exhorte le gouvernement à traiter les femmes des régions rurales avec le respect qu'elles méritent.

* * *

[Français]

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Mme Suzanne Duplessis (secrétaire parlementaire du ministre des Sciences): Madame la Présidente, aujourd'hui des milliers de femmes à travers le monde célèbrent la Journée internationale de la femme.

Je tiens à souligner l'importance que le gouvernement actuel accorde à la promotion de l'égalité des femmes dans la société canadienne. Le secrétariat d'État, responsable du dossier, appuie chaque année plus de 800 organismes bénévoles dont les activités visent à améliorer les conditions de vie des femmes. De nombreuses initiatives de lutte contre la violence familiale sont mises sur pied. Chacun de ces projets permet aux femmes de faire un pas de plus vers l'égalité économique, sociale et juridique.

Pour assurer aux femmes canadiennes le plein statut d'égalité qui leur revient, nous devons continuer à miser sur le partenariat des gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux, des groupes de femmes, des organismes communautaires, du secteur privé et des syndicats.

Je tiens à souligner le travail exceptionnel accompli par les femmes canadiennes qui, par leurs efforts, contribuent à promouvoir la condition féminine.

En cette journée du 8 mars, je vous invite à vous joindre à moi pour féliciter les femmes du Canada ainsi que leurs compagnes du monde entier.

* * *

[Traduction]

LE SCRS

M. George S. Rideout (Moncton): Madame la Présidente, j'ai été déçu de voir le gouvernement céder au SCRS en n'adoptant aucune des principales recommandations du comité d'examen parlementaire.

Tout ce que savent les Canadiens, c'est que le SCRS va dépenser 213 millions de dollars. Ils ne savent pas si c'est pour des salaires, des voitures, des avions ou des magnétophones. Une surveillance parlementaire aurait fourni le contrôle nécessaire sur les dépenses ainsi que sur les opérations secrètes du SCRS.

Ron Atkey, conservateur et ancien président du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité a déclaré:

Il semble également évident que le gouvernement voulait éviter à tout prix de s'engager à apporter des modifications à la loi.

Comme c'est commode pour le SCRS qui n'a jamais voulu vraiment limiter ses activités aux enquêtes sur le terrorisme et l'espionnage. Et n'était-ce pas fantastique pour le Centre de la sécurité des télécommunications, cet énorme aspirateur céleste qui a la capacité redoutable de s'ingérer dans la vie privée des Canadiens de diverses manières, mais qui ne dispose d'aucun mandat légal et qui ne doit rendre de comptes à personne. . .

Le gouvernement doit en donner les raisons aux Canadiens.

* * *

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Madame la Présidente, la Journée internationale de la femme a-t-elle plus de sens cette année qu'il y a 12 mois? Incontestablement.

Au cours de ces 12 mois, les cris de protestation des femmes ont bloqué la tentative du gouvernement de recriminaliser l'avortement et de mettre fin à l'appui financier qu'il accordait aux centres destinés aux femmes partout au Canada. Aujourd'hui, les femmes célèbrent ces victoires.

Par contre, depuis 12 mois, le premier ministre refuse obstinément de reconnaître officiellement le massacre de jeunes femmes survenu à Montréal et de confier à une Commission royale d'enquête l'étude de la violence faite aux femmes.

La ministre de la Justice a décidé de surseoir à l'examen de son propre projet de loi sur le contrôle des armes à feu. La ministre chargée de la condition féminine a déclaré que le gouvernement n'allait pas renforcer la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* qui est inefficace. Avec son